

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

**Avenant à la convention de service commun de direction générale - pilotage des
politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble au sein de l'ensemble Ville -
CCAS - Métropole**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions. Elles ont également un vaste chantier de convergence de leurs politiques de ressources humaines, auquel le CCAS est largement associé.

Sur la base d'une première phase de rapprochement des missions de directeur de la cohésion sociale et de directeur général du CCAS de la Ville de Montpellier, durant laquelle de nombreuses mises en cohérence de dispositifs publics et d'articulation de projets ont été opérées, il est proposé d'étendre, au domaine de la cohésion sociale et du vivre ensemble, cette synergie qui allie proximité, actions municipales et enjeux métropolitains.

Dans cet esprit, il est aujourd'hui proposé un avenant à la convention de service commun de direction générale entre la Ville et la Métropole, en associant le CCAS à cette convention, exclusivement pour le poste de Directeur général adjoint en charge de la solidarité et du vivre ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS. Les ambitions de cette démarche sont multiples :

- Développer une politique de cohésion sociale cohérente à l'échelle de la Ville de Montpellier, qui articule dynamiques associatives et intervention publique de proximité ;
- Assurer des modalités d'intervention transversales et inscrire des orientations et des objectifs communs dans un souci de mise en œuvre efficiente de l'action sociale municipale ;
- Créer les conditions d'un portage renforcé de la politique de la ville métropolitaine et du contrat de ville qui en est la déclinaison.
- Contribuer activement à la coopérative de services engagée avec les 31 communes de la Métropole en matière d'action sociale et à la mise en réseau des CCAS communaux ;

Cette mutualisation permettra ainsi d'optimiser la coopération entre la Ville, le CCAS et la Métropole, tant dans l'articulation des interventions publiques que dans la gestion des fonctions supports, tout en facilitant une meilleure appropriation des enjeux de la politique de cohésion sociale à l'échelle du bloc communal dans son ensemble.

Pour mémoire, les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs "entre un établissement public de coopération intercommunale, une ou plusieurs communes membres et, le cas échéant, un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux".

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'avenant à la convention de commun entre la Ville et la Métropole associera le CCAS de la Ville de Montpellier aux deux premiers signataires et portera exclusivement sur le poste de Directeur Général Adjoint Solidarité et Vivre Ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS. Cet avenant sera mis en place au 1er décembre 2017

Le service commun ainsi avenanté sera géré par Montpellier Méditerranée Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS, du Maire de la Ville de Montpellier ou du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par le CCAS et la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 10% pour la Métropole, 10% pour la Ville et de 80% pour le CCAS.

Les avis des Comités Techniques du CCAS, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur cet avenant à la convention de service commun.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction générale au poste de Directeur Général Adjoint Solidarité et Vivre ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS et ce, dans les conditions susvisées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la convention initialement établie de création d'un service commun de direction générale ;

- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant à la convention

- Fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171103-16314A-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/11/17
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.